

## LE GRAND SOIR

CopyLeft :  
Diffusion autorisée  
et même encouragée.

Merci de mentionner les  
sources.

[www.legrandsoir.info](http://www.legrandsoir.info)

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



vendredi 27 septembre 2013

# Le régime d'Obama

Atilio BORON

En vertu d'une pratique bien ancrée, les gouvernements opposés à la domination nord-américaine sont automatiquement qualifiés de « régimes » par les grands médias de communication, par les intellectuels colonisés de seconde zone et par ceux que le grand dramaturge espagnol Alfonso Sastre appelle les intellectuels bien-pensants. En sciences politiques, le terme « régime » a pris une connotation foncièrement négative, dont il était dépourvu à l'origine. Jusqu'au milieu du XXe siècle, on parlait d'un régime féodal, d'un régime monarchique ou d'un régime démocratique pour se référer à l'ensemble de lois, d'institutions et de traditions politiques et culturelles caractéristiques d'un système politique. Or, avec la Guerre froide, puis avec la contre-révolution néoconservatrice, le vocable a acquis un tout autre sens. Actuellement, il est utilisé pour stigmatiser des gouvernements ou des États qui refusent de se plier aux diktats de Washington et auxquels sont collées les étiquettes dépréciatives d'« autoritaire », voire de « tyrannies sanglantes ».

Toutefois, sans être particulièrement éclairé, on peut constater l'existence d'États manifestement despotiques que les chantres de la droite n'auraient jamais l'idée de qualifier de "régimes". Qui plus est, la conjoncture actuelle voit apparaître une pléthore d'analystes et de journalistes (dont quelques "progressistes" un tant soit peu distraits) qui ne répugnent nullement à employer le langage établi par l'empire. Dans leur bouche ou sous leur plume, il n'y a pas de gouvernement syrien, mais le "régime de Bachar el-Assad".

La même dépréciation s'opère avec les pays bolivariens : au Venezuela, c'est le régime chaviste, en Équateur, le régime de Correa et la Bolivie subit les caprices du régime d'Evo Morales. Le fait que dans ces trois pays ont émergé des institutions ainsi que des formes de participation populaires et de fonctionnement démocratiques supérieurs à celles que connaissent les États-Unis et la grande majorité des pays du monde capitaliste développé est soigneusement passé sous silence. Comme il ne s'agit pas de pays amis des États-Unis, leur système politique ne peut être autre qu'un régime.

L'application de deux poids, deux mesures est manifeste. Les monarchies pétrolières du Golfe, pourtant autrement plus despotiques et brutales que le "régime" syrien, ne se verraient jamais affublées de ce terme. On parle du gouvernement d'Abdul Aziz ibn Abdillah, jamais du régime saoudien, même si l'Arabie saoudite ne dispose pas de parlement, mais d'une simple "Assemblée constitutive", formée d'amis et de parents du monarque, que les partis politiques membres sont expressément interdits et que la gouvernance est exercée par une dynastie qui occupe le pouvoir depuis des décennies.

Le Qatar présente exactement le même tableau, sans pour autant que le New York Times ou les médias hégémoniques d'Amérique latine et des Caraïbes évoquent le "régime saoudien" ou le "régime qatari". Par contre, le gouvernement de la Syrie – un État pourtant laïque au sein duquel cohabitaient encore récemment plusieurs religions, où existent des partis politiques reconnus légalement et doté d'un congrès monocaméral comprenant une représentation de l'opposition – est taxé de régime. Personne ne le débarrasse de cette étiquette.

En d'autres termes : un gouvernement ami, allié ou client des États-Unis peut être le pire oppresseur ou commettre les violations des droits de l'homme les plus graves, jamais il ne sera qualifié de régime par l'appareil de propagande du système. À l'inverse, ce terme est systématiquement appliqué aux gouvernements de pays tels que l'Iran, Cuba, le Venezuela, la Bolivie, le Nicaragua, l'Équateur et j'en passe. [1]

Pour constater cette tergiversation idéologique, il n'y a qu'à voir comment les journalistes de droite désignent le gouvernement américain, qu'ils considèrent comme le nec plus ultra de la réalisation démocratique. Pourtant, l'ancien président James Carter a lui-même dit que dans son pays, il n'y avait pas de démocratie qui fonctionne. Ce qu'il y a, c'est un État policier très habilement dissimulé, qui exerce une surveillance permanente et illégale sur ses citoyens, et dont la principale réalisation des trente dernières années a été de permettre que 1% de la population s'enrichisse comme jamais auparavant, au détriment de 90% de la population.

Dans la même ligne critique vis-à-vis de cette cynique ploutocratie que sont les États-Unis, le philosophe politique Sheldon Wolin a défini le régime politique de son pays comme étant un "totalitarisme inversé". Selon lui, il s'agit "d'un phénomène qui (...) représente fondamentalement la maturité politique du pouvoir corporatif et de la démobilisation politique des citoyens" [2], à savoir la consolidation de la domination bourgeoise dans les principales situations d'oligopole et la désactivation politique des masses, ce qui provoque une apathie politique, l'abandon de la vie publique – et le dédain à son égard – ainsi que la fuite en avant dans l'approche privatiste vers une consommation effrénée soutenue par un endettement encore plus endiable.

Le résultat : un régime totalitaire d'un genre nouveau, une démocratie particulière, en somme, sans citoyens ni institutions, dans laquelle le poids farmineux de l'establishment vide de tout contenu le discours et les institutions de la démocratie pour en faire une pauvre mascarade et les rendre absolument impropre à garantir la souveraineté populaire ou à concrétiser la vieille formule d'Abraham Lincoln définissant la démocratie comme "le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple".

Par la magie de la gigantesque opération de falsification du langage, l'État américain est considéré comme une "administration", soit une organisation qui gère en toute transparence, impartialité et dans le respect de l'état de

droit les affaires publiques en fonction de règles et de normes clairement établies. En réalité, comme l'affirme Noam Chomsky, rien de tout cela n'est vrai.

Les États-Unis constituent un État voyou qui viole comme nu autre le droit international ainsi que certains des droits et des lois les plus importants du pays. Au niveau national, les révélations récentes à propos des pratiques d'espionnage usitées par la NSA et d'autres agences contre la population américaine le prouvent, sans parler des atrocités perpétrées quotidiennement dans la prison de Guantánamo, ni du fléau chronique du racisme [3].

Par conséquent, je propose que nous ouvrons un nouveau front dans la lutte idéologique et qu'à compter d'aujourd'hui, nous désignons le gouvernement américain par les termes "régime d'Obama" ou "régime de la Maison-Blanche". Il s'agira d'un acte de justice, qui aura également pour effet d'améliorer notre capacité d'analyse et d'assainir le langage de la politique, contaminé et perverti par l'industrie culturelle de l'empire et par sa prolifique fabrique à mensonges.

Atilio Boron

<http://www.atilioboron.com.ar/2013/09/sobre-regimenes-y-gobiernos.html>

Traduction : Collectif Investig'Action <http://www.michelcollon.info/Le-regime-d-Obama.html>

---

Notes :

[1] Aux États-Unis, cette dualité de critères moraux a une longue histoire. Rappelons-nous la réponse du Président Franklin D. Roosevelt face à des membres du parti démocrate horrifiés par la brutalité des politiques répressives adoptées par Anastasio Somoza au Nicaragua : "*Oui, c'est un fils de pute, mais c'est notre fils de pute*". L'appellation pourrait s'appliquer aux monarques de l'Arabie saoudite et du Qatar, entre autres. Par contre, Bachar Al Assad n'est pas leur fils de pute, ce qui vaut à son gouvernement le qualificatif de "régime".

[2] Cf. *Democracia Sociedad Anónima* (Buenos Aires : Katz Editores, 2008) p. 3

**[3] Pour en savoir davantage sur la violation systématique des droits de l'homme par le gouvernement américain, ou par le "régime" américain, voir : Atilio A. Boron et Andrea Vlahusic, *El lado oscuro del imperio. La violación de los derechos humanos por Estados Unidos* (Buenos Aires : Ediciones Luxemburg, 2009)**

<http://www.legrandsoir.info/le-regime-d-obama.html>